Numéro 114
Mardi
25 mars 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Nucléaire : démocratie suédoise contre bâton et carotte françaises ? • Police : une histoire de fausses factures • Fiscalité : Giscard enterre l'impôt sur la fortune • Sondage : la télé en fait bon usage • Fonction publique : les attaques de Barre pour justifier l'austérité • Récupération des déchets : Midi-Pyrénées donne l'exemple • Corse : la délégation socialiste enquête

Louis Philippe Giscard d'Estaing :

Ni juste, ni au milieu

Est-ce que c'était Louis Philippe ? Est-ce que c'était Guizot ? Celui qui s'exprimait dimanche à la foire de Lyon par la bouche aux lèvres arrondies en corolles du président des Français de 1980 ? C'était en tout cas, en cette fin de mars, le retour à la Monarchie de juillet avec la référence rétro au «juste milieu».

Il est vrai qu'outre une ascendance peut-être commune, on peut relever des analogies entre le «roi des Français» et le président des mêmes. Deux titres que l'un et l'autre se sont à eux-mêmes donnés.

L'un comme l'autre auront eu à affronter l'opposition légitimiste des partisans du pouvoir auxquels ils ont succédé, dont les titulaires dans les deux cas se prénommaient Charles. Le premier était roi. Le second général.

Louis Philippe, comme Valéry Giscard, c'est le «libéralisme» tel qu'en lui même il n'a pas changé depuis un siècle et demi, au service de la bourgeoisie d'affaires qui a mission «de s'enrichir» aux dépens du petit peuple qui est là pour travailler. Frappant exemple d'une permanence de l'Histoire : l'un et l'autre auront eu leur Duc de Broglie !

Comme en 1980, en 1830 c'était déjà la crise économique : «le chômage sévit et la baisse des salaires se produit au moment où le coût de la vie augmente» (Encyclopédia Universalis).

La politique louis-philipparde du juste milieu conduit ses grands libéraux - Guizot, Thiers, le Comte Molé - à pratiquer l'opportunisme et à assurer l'ordre au moyen de la répression des mouvements populaires, par la loi et par les armes. Tel est donc le programme pour sept ans que le candidat d'Estaing a annoncé son intention d'octroyer aux Français.

Faire bégayer l'Histoire

Hier, le bon choix c'était de gouverner au centre. Offre est aujourd'hui faite de gouverner au milieu. Ça change tout ! Travesti de mots pour déguiser une politique de droite.

Le milieu giscardien ne se situe pas au centre, et on ne l'a jamais vu juste. C'est d'ailleurs au milieu du cercle bien clos des hommes d'affaires lyonnais que V.G.E a manié le grand compas avec lequel il veut tracer l'avenir du pays. Tandis que la contestation battait les murs de béton du Palais des Expositions, protégé par deux mille policiers en civil et plusieurs fois autant en uniformes.

Evoquer là Louis Philippe, c'était faire bégayer l'Histoire qui se souvient de la révolte des «canuts» de la Croix Rousse en 1831. Vite réprimés et sévèrement punis. Justement par le gouvernement du «juste milieu». Il est parfois des promesses électorales qu'il faut redouter de se voir tenir.

Le monarque de juillet a accompli les siennes pendant 17 ans. Jusqu'à ce que la colère du peuple impose la République. Le président de mars en aura bientôt 7 derrière lui. Fasse que la sagesse du peuple décide d'imposer un raccourci à l'Histoire. Il ne serait pas juste qu'il ne profite pas, pour cela, du coup du milieu.

Georges Fillioud

1 500 000 chômeurs, un record des inégalités sociales en Europe, un net recul du pouvoir d'achat, une spoliation de l'épargne populaire, voilà dans les faits ce que signifie la prétendue politique giscardienne «du juste milieu».

En réalité, M. Giscard d'Estaing a depuis longtemps choisi son camp qui est celui des privilégiés. Quand il évoque la pause fiscale, la majorité des Français constate l'augmentation des impôts et des cotisations sociales.

Les déclarations de Giscard n'ont donc qu'un but : l'électoralisme tous azimuts et la poudre aux yeux présidentielle.

Les résultats, très bons dans l'ensemble, des socialistes aux élections récentes, montrent que les Français préfèrent la justice sociale proposée par les socialistes à l'inégalité giscardienne.

Déclaration du Secrétariat national du P.s

Les «justes» et le «milieu»

Des chaussures à 4.500 F la paire ? On en vend quatre-vingt par mois chez Hermès. Des déjeuners à 300 F par tête ? Deux milles additions atteignent quotidiennement ce chiffre dans les restaurants parisiens. Des Maserati à 265.000 F ? Il s'en vend de trente à cinquante par an. Des zibelines à 250.000 F ? Des tours du monde sur le «Queen Elisabeth» au même prix ? Cela se vend. Comme les robes griffées à 10.000 F chez Dior.

Comme le dit *Le Nouvel Economiste* (1) : « La consommation de luxe est en train de devenir une consommation de masse» (sic).

Mais où vont-ils chercher tout ce fric ? Réponse deux pages plus loin : 89 % du coût du crime ! Les fraudes fiscales sont estimées à 61.000 millions de francs pour 1977. Ajoutons-y les fraudes douanières, les infractions à la règlementation des changes, les délits sur les opérations de Bourse, sur les prix, etc... on atteint 68.300 millions de francs.

A titre de comparaison, la prostitution «rapporte» 2.000 millions, le trafic de drogue 187 millions, les hold-up 154 et le faux monnayage... 11 millions.

(1) n° 227 du 24 mars.

Bruxelles
Sommet annulé

Le choc franco-anglais n'aura pas lieu à Bruxelles lundi prochain. Devant les positions jusqu'auboutistes de Paris et de Londres, il semble que personne ne veuille prendre le risque d'un affrontement qui porterait un coup terrible à l'Europe. D'où le report pur et simple du sommet européen... à des jours meilleurs. Les «explications» sur la situation politique italienne ne trompent personne : si l'on avait dû suspendre les négociations à chaque crise romaine, l'Europe serait encore en projet.

épinglé

«Comment voulez-vous que nous recommandions le dialogue dans le monde et la participation à l'intérieur si nous ne sommes pas nous-mêmes capables de dialoguer ?».

Valéry Giscard d'Estaing, dimanche à la Foire de Lyon.

POSITIONS

Austérité dans la fonction publique

par Catherine Lalumière (*)

Aujourd'hui se poursuivent et, en principe, s'achèvent les discussions salariales dans la fonction publique pour 1980. Cette année, elles ont été particulièrement difficiles. L'an prochain elles risquent de l'être davantage. Le contexte, en effet, n'est guère favorable. On n'en veut pour preuve que la lettre du Premier ministre aux différents ministres, en date du 27 février dernier, dans laquelle celui-ci trace les grandes lignes du budget 1981.

La lecture de cette lettre est édifiante. Elle révèle, si des doutes pouvaient encore subsister sur les volontés du chef du gouvernement, une politique d'austérité on ne peut plus claire. Affolé devant la montée des dépenses publiques et l'ampleur du déficit budgétaire (le déficit d'exécution du budget 1979 a été de 40 milliards de Francs), par ailleurs persuadé que les recettes ne peuvent augmenter suffisamment, Raymond Barre choisit l'autre l'alternative, c'est-à-dire la compression des dépenses. Ce choix appelle plusieurs remarques.

Sur le plan de l'économie globale il s'agit d'une politique classique de déflation avec tous les risques que cela comporte, notamment un ralentissement accru de l'activité économique et une montée du chômage. Ce genre de politique a été celle de Pierre Laval en 1935. A plusieurs reprises le P.s en a montré les dangers.

Sur le plan du secteur public et de la fonction publique il s'agit d'une attaque frontale. En effet, la diminution des dépenses publiques se traduit par une série de mesures préconisées par le Premier ministre : arrêt des créations d'emplois dans la fonction publique, sauf dans le domaine de «la sécurité des personnes et des biens» c'est-à-dire de la police qui, malheureusement, est utilisé davantage à la protection des pouvoirs publics qu'à celle des citoyens ; maintien en valeur à leur niveau de 1980 des dotations de fonctionnement ; réduction de 20% par rapport au budget actuel du montant des autorisations de programme. On croit rêver !



Photo Delluc-Viva

Non seulement cette politique est antisociale car elle tend à dégrader la situation des personnels tant au point de vue de leurs rémunérations que de leurs conditions de travail, mais encore elle est contraire au bon fonctionnement de l'administration c'est-à-dire, en définitive, à l'intérêt des citoyens.

Comment peut-on espérer que les administrations soient dynamiques, se modernisent, répondent aux besoins nouveaux, si on leur refuse les moyens en personnels et en matériels nécessaires à ces transformations ?

Tarir le recrutement de jeunes dans la fonction publique c'est créer les conditions de son vieillissement futur. Restreindre les crédits de fonctionnement, c'est entraver toutes les perspectives de carrière et créer le découragement parmi les agents les plus actifs. C'est aussi empêcher un entretien normal des bâtiments, des matériels, etc...

Enfin, diminuer dans des proportions aussi considérables les crédits d'investissements, c'est refuser toute modernisation du secteur public, mais c'est aussi, par la baisse des marchés publics, handicaper lourdement notre secteur industriel.

Politique de stagnation

Il est pour le moins paradoxal de prétendre sortir le pays de la crise et de préconiser, ainsi que le fait Raymond Barre, comme seule action budgétaire, une politique aussi stagnante : «Le dynamisme de chaque département sera désormais apprécié à partir de sa capacité à préparer des diminutions des dépenses et d'effectifs».

Le Premier ministre n'a qu'une sympathie limitée pour le secteur public. L'on voit donc très bien à qui il veut imposer des sacrifices. Mais la constance de sa pensée n'est pas une justification. Les conséquences de ses choix sont si graves pour la collectivité nationale que l'on serait coupable de ne pas réagir et de ne pas tout faire pour éviter que le budget 1981 ne soit conforme aux directives du Premier ministre.

Ce sont les secteurs vitaux de notre pays, l'Enseignement, la Santé, les Communications (postes, télécommunications, transports) et tous les autres services publics qui risquent d'être victimes de choix faits au nom «des économies nécessaires», mais en pratique, au détriment des citoyens les plus modestes.

(*) Délégué nationale à la Fonction publique.

A la télé... un sondage parmi d'autres

par Claude Saunier

Membre du Comité Directeur

Samedi dernier, *T.f.1* a fourni aux télespectateurs un bel exemple de manipulation de l'opinion lors de son journal de 20 H.

Entre autres sujets, la rédaction avait choisi de traiter ce soir là un sondage sur la politique étrangère du gouvernement. On imagine que, bien entendu, les résultats étaient favorables au pouvoir, et en particulier au chef de l'Etat, dont l'action (sic!!!) était approuvée massivement : les avis favorables à Giscard avaient considérablement augmenté depuis un an sur cette question.

Rien de neuf jusqu'à présent. Le style et le contenu des journaux de Gicquel, Bourret et autre Mourousi est bien connu.

Et c'est là qu'intervient la manipulation. De mauvais esprits contestent en effet depuis quelques semaines la validité des sondages. Des hommes politiques «mauvais joueurs», bien sûr, mais aussi des «spécialistes» des médias.

Ennuyeux. La «préparation» de l'opinion par les sondages étant l'une des pièces essentielles du dispositif giscardien pour les présidentielles, il faut éliminer tout trouble dans les esprits.

Aussi, l'informateur de service, en l'occurrence Jean-Claude Bourret, par une habile transition, feint de s'interroger, comme le français moyen, sur la valeur réelle des sondages. Et, avec le souci louable d'informer ses compatriotes, il ne résiste pas à la tentation de leur faire connaitre les résultats d'une enquête rondement menée sur cette angoissante question : les sondages sont-ils truqués ?

Le bon choix du sondé

On suit alors le déroulement du sondage. On ouvre les coulisses. La belle mécanique de l'institut montre son efficacité. Les images, soigneusement choisies, défilent : séquence sur une presse offset imprimant le questionnaire qui tombe avec une régularité d'horloge, ordinateurs traitant les fiches et fournissant les résultats dans l'instant, etc... A coup sûr, le télespectateur ne peut douter de la rigueur du sondage.

Reste un point d'ombre à éclaircir : les sondés. Qui sont-ils ? Que représentent-ils ?

Voyons d'abord celui qui s'oppose au sondage. Retranché dans sa cour, derrière un grillage, personnage peu sympathique qui refuse de répondre aux questions posées par une enquêteuse pourtant bien aimable : ce personnage est à vrai dire un bien mauvais français.

Seconde catégorie de citoyen : celui qui accepte de répondre, mais n'est pas d'accord avec Giscard. Celui là n'est pas mal non plus. Avachi sur sa table de salle à manger, le regard trouble, la parole hésitante, l'air buté, il répond «non». Visiblement, c'est un attardé qui ne comprend rien au libéralisme avancé.

Reste alors le prototype du «bon» citoyen, celui qui répond «bien». En l'occurrence, comme pour les poudres de savon, la bonne image est fournie par une femme. Jeune, souriante, sympathique, elle répond franchement et sans détour : oui, la politique de Giscard est bonne. Comment une personne aussi agréable pourrait-elle se tromper ?

Et le tour est joué. Conclusion de Jean Claude Bourret s'adressant à ses chers compatriotes : vous voyez bien, c'est sérieux.

Ouf, on respire. Le trouble a disparu. L'esprit des français est clair. Ils sont prêts pour de nouveaux sondages...

MIDI - PYRENEES
Récupération et économies d'énergie

Lors de sa dernière session pour le vote du Budget de 1980, le Conseil régional de Midi-Pyrénées a consenti un crédit de 325 850 F comme première contribution à la réalisation d'un plan régional de Collecte et de Recyclage du verre et du P.v.c.

C'est la première fois qu'en France une telle opération est globalement lancée au niveau régional.

Ce programme que la Région engage avec la Verrerie Ouvrière d'Albi débutera officiellement à Albi le 5 mai prochain et concernera, dans un premier temps, une quarantaine de communes, l'objectif en fin 1981 étant de couvrir la moitié de la population de Midi-Pyrénées.

Une telle opération s'inscrit dans le cadre des politiques que développe le Conseil régional en faveur des économies d'énergie, de l'élimination des déchets et de l'aide aux entreprises pour le maintien de l'emploi.

Alain Savary, Président du Conseil régional de Midi-Pyrénées, et M. Besson, Président de la Verrerie Ouvrière d'Albi tiendront une conférence de presse lundi 31 mars 1980 à 17 H 30 au Conseil régional - 18, allée Frédéric Mistral à Toulouse, pour en expliquer les modalités techniques et le calendrier.

LOIR - ET - CHER
Incident nucléaire à Saint-Laurent-des-Eaux

Le 13 mars, à la suite d'un échauffement, la direction d'E.d.f a décidé l'arrêt du réacteur n° 2 de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir et Cher).

La semaine dernière, le collectif de coordination des quinze associations qui ont signé la pétition nationale, ont tenu une conférence de presse. Michel Eimer, conseiller général (P.s) de Blois et professeur de physique, a estimé que «si l'échauffement était dû à une obturation de la tuyauterie, il faudrait, pour déceler l'endroit du bouchon, réaliser une exploration qui nécessiterait le rejet dans l'atmosphère de 180 tonnes de gaz carbonique».

Le collectif a demandé que les circonstances de l'accident soient rendues publiques, que le collectif soit consulté sur l'éventuel lâchage de gaz, dans l'atmosphère et qu'il soit partie prenante dans l'enquête, pour assurer une neutralité de décision.

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : **Gérard Colé**
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : O.F.R.E.S. **Imprimerie** : B.P.-Paris

CANTONALES PARTIELLES
Le P.s gagne deux sièges

REIMS-VII (Marne) (2e tour)

Voisin (P.s) 3 762 voix. Elu.

Ce canton était considéré comme un fief du P.c, (les trois grandes villes du département ont une direction communiste). On remarque un progrès du P.s tant au niveau de Reims -Ville (4 conseillers P.s pour 1 P.c) qu'à celui du Conseil général (8 P.s, 4 P.c).

FONTAINE-LE-DUN (Seine Maritime) (2e tour)

Marie-Bernard Ducroix (P.s) 1 472 voix ., élu. Henri Bennetot (U.d.f) 1 400 voix.

Cette élection est remarquable à plus d'un titre. En premier lieu Bennetot est le premier conseiller invalidé non réélu. Ensuite, et malgré les recommandations de leur Fédération, les militants et électeurs communistes ont fait un report impeccable puisque le candidat de gauche obtient plus de voix que le total de la gauche au premier tour. Notons que les militants du P.c sont même allés faire du porte à porte pour le candidat socialiste. Au Conseil général la gauche progresse : on compte 11 P.c, 10 P.s et 2 M.r.g.

ROMBAS (Moselle) (1er tour)

Jean Kiffer (Div. Maj.) 7 291, 56 % élu ; Nicolas Schiffler (P.s) 3 198, 24 % ; Gérard Lopparelli (P.c) 2 550, 19,5 %.

Le candidat de la majorité, invalidé, progresse surtout dans la commune dont il est maire où il obtient plus de 70 %.

Juifs d'U.r.s.s

Les socialistes français ont multiplié les initiatives pour venir en aide à la communauté juive d'Union soviétique, attachés qu'ils sont au combat pour les libertés et la défense des Droits de l'Homme.

La lutte pour la liberté d'émigration des juifs d'U.r.s.s et le droit à la réunion des familles n'est pas dissociable du combat pour la justice. Ce, d'autant plus que la libre circulation des hommes et des idées demeure l'un des fondements de la détente et de la paix.

Je salue donc les hommes de bonne volonté et de justice qui refusent qu'atteinte soit portée à toute identité culturelle et religieuse et aux droits fondamentaux de l'homme.

Message de François Mitterrand au Comité de Solidarité avec les juifs d'U.r.s.s.

Corse : délégation socialiste du 25 au 19 mars

Conformément à l'engagement pris au moment des évènements de Bastelica, le bureau national du Parti socialiste a décidé d'envoyer en Corse du 25 au 29 mars une délégation, composée de Marcel Debarge, Edwige Avice, Anne Tregouet, Claude Bartolone et Pierre Brana.

La délégation se rendra successivement à Ajaccio, Bastia et Corte. Des rencontres sont organisées avec les syndicats (C.g.t, C.f.d.t, F.o, F.e.n), les mouvements culturels, les groupements d'agriculteurs, les élus et bien sûr les militants.

Elle rencontrera également vendredi, Edmond Siméoni et des représentants de l'Union du Peuple Corse et tiendra deux conférences de presse, mercredi à Ajaccio et samedi à Corte. Une réunion publique est également prévue mercredi à Ajaccio.

La délégation aura enfin à s'informer de la situation créée par les récentes prises de position des élus radicaux, dont les socialistes de Haute Corse, réunis vendredi dernier, ont dénoncé dans un communiqué «la participation aux opérations droitières d'affrontements, de divisions téléguidées par le pouvoir».

RECHERCHE
Une pratique stupide ou calculée ?

Un organisme français accepte de participer à un projet européen de la Recherche. Vite, le ministre du Budget ampute le budget propre de cet organisme de la part française de cette Recherche : de quoi dissuader les meilleures volontés...

Aigrain essaie de rattraper les décisions de Papon ; alors il puise dans le Fonds spécial de la Recherche pour compenser au niveau de l'organisme, la décision de son collègue.

Conséquence : affaiblissement du fonds de la D.g.r.s.t déjà insuffisant. Cette façon de faire peut sembler être une lutte interne au ministère. Je ne crois pas à la stupidité à ce niveau, mais davantage à la pratique calculée car le résultat de ces transferts budgétaires, a pour conséquence, à terme, la non-participation des grands organismes français aux recherches communes.

C'est simplement l'application d'un choix politique.

Pierre Noe
Délégué national à la Recherche

Parlez de «Riposte» autour de vous

Télé-P.S.

BONJOUR LES BOUCHES-DU-RHONE, SECTIONS 015-016

ET 601 à 619, VOICI RIPOSTE, A L'ESSAI POUR UNE SEMAINE.

LISEZ-LE, JUGEZ-LE ... ET ABONNEZ-VOUS !



Nucléaire

En Suède : leçon de démocratie

Le référendum sur l'énergie auquel étaient conviés les Suédois ce dimanche, n'a pas manqué de susciter nombre de commentaires dont la partialité a été particulièrement remarquable. «Oui au nucléaire en Suède» pouvait-on entendre sur les radios et télés hier matin.

Il n'est pas inutile de regarder de plus près les résultats : la ligne 1 (oui à 12 centrales, au lieu des 6 actuelles), obtient 890 402 voix, soit 18,9%. La ligne 2 (oui aux 12 centrales mais il faut de puissants moyens pour développer les économies d'énergie et les énergies renouvelables) 1 848 229 voix, soit 39,3%. La ligne 3 (démentèlement des 6 centrales actuelles dans un délai de 10 ans) 1 814 893 voix, soit 38,5%. La ligne 4 (vote blanc) 153 625 voix, soit 3,3%.

Il faut rappeler qu'aucune des trois options principales ne demandait l'extension du programme nucléaire, puisque actuellement, six centrales sont en charge, quatre sont achevées et attendent d'être mises en charge, et deux sont en chantier.

Paul Quilès remarque, de plus, que la ligne 2, qui recueille le plus grand nombre de voix, demande l'abandon progressif du nucléaire, sans fixer de délai, et vise à améliorer la sécurité et un développement rapide des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

«On constate, ajoute Paul Quilès, qu'on est loin de la situation française où, sans avoir consulté la population, le gouvernement refuse tout débat et prévoit la mise en charge de 100 réacteurs d'ici l'an 2000».

En France : après le bâton de Plogoff, la carotte du courant au rabais

Après la répression à Plogoff pour imposer une procédure d'enquête publique inadaptée, après le refus d'un débat avec vote, au Parlement, sur la politique énergétique, le gouvernement français diversifie ses moyens d'action et s'apprête à mettre en place un nouvel élément de son dispositif de développement du tout-nucléaire : la baisse du prix de l'électricité au voisinage des centrales nucléaires.

Personne ne se trompe sur les motivations réelles d'une décision dont la justification technique ne peut être établie. S'il s'agit de dédommager les populations voisines des sites nucléaires pour un risque : on aimerait savoir lequel !... Quant à la notion de service public, elle sera une fois de plus mise à mal par une mesure de caractère discriminatoire.

Au moment où les Suédois viennent d'être invités à se prononcer par un référendum sur la politique énergétique de leurs pays, la richesse de l'intensité du débat qu'a suscité ce référendum montre bien qu'une telle consultation - à laquelle les socialistes sont favorables - est souhaitable et possible.

Au débat démocratique Giscard d'Estaing préfère la vieille méthode de la carotte et du baton. Ce qui en dit long sur les méthodes de la société libérale avancée.

Paul Quilès

Du travail pour l'I.g.s

Fausses factures dans la police française

«En dépit des textes impératifs et des règles impérieuses relatives à la comptabilité publique, l'enveloppe budgétaire prévue pour le remboursement des frais de missions n'est pas répartie au profit des seuls fonctionnaires de police qui sont en droit d'y prétendre...»

«Non seulement certains policiers ne sont pas remboursés de la totalité de leurs frais, non seulement certains fonctionnaires qui n'accomplissent aucune mission et n'effectuent aucun travail de nuit sont appelés à bénéficier de cette enveloppe, mais surtout, pour tenter de justifier ce versement indû, de faux bordereaux faisant apparaître des missions, des déplacements imaginaires ou de fausses heures de nuit, sont établis».

C'est ainsi que José Deltorn, secrétaire général du Syndicat autonome des policiers en civil, (75% des 16 500 fonctionnaires de la police) dénonce la dernière bavure policière. Et pour tenter d'en finir avec des pratiques qu'il combat depuis dix ans, le syndicat a décidé de déposer une plainte contre X pour faux en écritures publiques, avec constitution de partie civile. La première plainte du syndicat, en 1970, avait motivé une enquête de l'Inspection générale de la Police nationale. Les conclusions de l'enquête avaient confirmé les faits. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, en avait été informé. Mais on attend toujours sa réaction. Sa comparution comme témoin lors du procès consécutif à la plainte du syndicat lui fournira-t-elle l'occasion de préciser sa position sur ce délicat problème ?

Fiscalité : Giscard parle de pause

Ritournelle pré-électorale

Classique : l'approche des échéances électorales provoque des promesses en tous sens. Dernière en date, celle de Giscard à Lyon concernant la «pause fiscale» qu'il aurait demandé à son gouvernement d'effectuer.

Que promet donc Giscard : «de maintenir inchangée la législation fiscale à la seule exception de l'ajustement du barême de l'impôt sur le revenu en fonction de la hausse des prix».

Ces précisions du chef de l'Etat signifient donc qu'il n'y aura pas d'impôts nouveaux - sur la fortune ou sur l'héritage - dans le budget 1981. On s'en serait doutés à la veille des élections. En revanche, cela ne veut pas dire que les impôts des Français n'augmenteront pas. Car à fiscalité inchangée, les impôts augmentent.

C'est naturellement vrai pour l'impôt sur le revenu - encore que Giscard admette l'indexation des tranches du barême sur la hausse des prix, l'indexation pourtant toujours imparfaite jusqu'ici -. Mais ça l'est également pour la T.v.a qui, fixée en pourcentage augmente au gré de l'inflation. Et qui pèse davantage sur les ménages les plus modestes qui consacrent une part plus importante de leurs revenus à la consommation que les titulaires de fortes rémunérations.

Sachant ce qui est effectivement promis - et qui est moins reluisant qu'il y parait - encore faut-il se demander si la promesse a des chances d'être tenue. Sans doute pas, si on en croit Raymond Barre qui, pour ne pas faire le «joli cœur», affirme lui qu'il n'hésitera à augmenter ni les impôts, ni les cotisations sociales si le besoin s'en fait sentir. Qui croire ?

Faut-il même se poser la question lorsqu'on constate quel sort a été réservé aux engagements similaires du programme de Blois, pris par Barre soi-même juste avant les élections législatives de 1978 et allègrement transgressés par le même Barre après.

«Les prélèvements obligatoires ont atteints leurs limites» ajoutait Giscard dimanche. Il tenait le même discours à la veille des législatives de 1973, des présidentielles de 1974 et des législatives de 1978.

Si quelque chose a atteint une limite, c'est probablement la crédulité des Français aux promesses toujours non tenues faites toujours par les mêmes hommes, chaque fois qu'il s'agit de glaner leurs voix.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.